Projet de loi n° 40

Loi visant notamment à réformer les cours municipales et à améliorer l'efficacité,
l'accessibilité et la performance du système de justice

AMENDEMENT

Article 9 (190)

L'article 190 tel qu'introduit par l'article 9 du projet de loi est modifié :

1. Par l'ajout après le mot « nomme » des mots « , sur recommandation d'un comité consultatif »
2. Par l'ajout à la suite du premier alinéa de l'alinéa suivant :
« Le comité consultatif est composé de juges de la Cour supérieure, de la Cour du Québec et de la Cour d'appel ainsi que du juge en chef sortant de la Cour municipale du Québec et a pour mission de solliciter les candidatures, de tenir des entrevues et de recommander 2 candidats. »

Rejeté RB

Article modifié :

190. Les juges municipaux sont placés sous l'autorité du juge municipal en chef que le gouvernement nomme, sur recommandation d'un comité consultatif, par commission sous le grand sceau, parmi les juges municipaux.

Le comité consultatif est composé du juge en chef de la Cour supérieure, de la Cour du Québec et de la Cour d'appel ainsi que du juge en chef sortant de la Cour municipale du Québec et a pour mission de solliciter les candidatures, de tenir des entrevues et de recommander 2 candidats

Projet de loi n° 40

Loi visant notamment à réformer les cours municipales et à améliorer l'efficacité,
l'accessibilité et la performance du système de justice

AMENDEMENT

Article 9 (191)

L'article 191 tel qu'introduit par l'article 9 du projet de loi est modifié par dans son premier alinéa par le remplacement du mot « cinq » par le mot « sept »:

Rejeté RB

Article modifié :

191. Le mandat du juge municipal en chef est de ~~cinq~~ sept ans et il ne peut être renouvelé.

Toutefois, le juge municipal en chef demeure en fonction malgré l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il soit remplacé.

Le juge municipal en chef a droit, s'il a exercé cette fonction pendant au moins cinq ans, à un congé rémunéré consacré à l'étude, à la recherche ou à toute autre activité de nature juridique compatible avec la fonction judiciaire. Ce congé est de trois mois.

La charge de juge municipal en chef s'ajoute à la charge de juge puîné qui doit continuer de siéger à la cour municipale à laquelle il est affecté ou à laquelle il s'assigne

Projet de loi n° 40

Loi visant notamment à réformer les cours municipales et à améliorer l'efficacité,
l'accessibilité et la performance du système de justice

AMENDEMENT

Article 9

(Article 192 de la Loi sur les tribunaux judiciaires)

L'article 192 tel qu'introduit par l'article 9 du projet de loi est modifié dans le premier paragraphe de son deuxième alinéa des mots « aux objectifs de performance et aux besoins des municipalités » par les mots « à l'intérêt supérieur de la justice et des justiciables québécois »:

Rejeté P33

192. Le juge municipal en chef est chargé de la direction des cours municipales.

À ce titre, il a notamment pour fonctions, outre celles qui lui sont conférées par la Loi sur les cours municipales (chapitre C-72.01):

- 1° de coordonner, de répartir et de surveiller le travail des juges dans un souci d'efficacité et d'assiduité de la justice; les juges doivent se soumettre à ses ordres et directives, répondre aux objectifs de performance et aux besoins des municipalités à l'intérêt supérieur de la justice et des justiciables;
- 2° de s'assurer de répondre aux besoins des municipalités lors de l'assignation des juges, de la confection des rôles et de la fixation des séances;
- 3° d'élaborer, en concertation avec les juges municipaux, des politiques générales qui leur sont applicables et de voir au respect de ces politiques;
- 4° de voir à l'adoption de règlements nécessaires à l'exercice de la compétence des cours municipales et d'en surveiller l'application;
- 5° de veiller au respect de la déontologie judiciaire;
- 6° de promouvoir, en collaboration avec le Conseil de la magistrature, le perfectionnement des juges municipaux;
- 7° d'apporter son soutien aux juges municipaux dans leurs démarches en vue d'améliorer le fonctionnement des cours municipales.

Projet de loi n° 40

Loi visant notamment à réformer les cours municipales et à améliorer l'efficacité,
l'accessibilité et la performance du système de justice

AMENDEMENT

Article 66

L'article 5 tel qu'introduit par l'article 66 du projet de loi est modifié :

1. Par l'ajout dans son premier alinéa après les mots « par règlement du gouvernement. » des mots « Ces personnes doivent être indépendantes et impartiales. »
2. Par le remplacement dans le 3^e alinéa des mots « Ce règlement doit notamment prévoir la durée du mandat des personnes » par « Ces personnes sont nommées pour un mandat renouvelable à durée déterminée et sont »

Retire
PB

~~5. Le gouvernement, sur recommandation du ministre de la Justice, nomme les personnes chargées d'entendre la contestation suivant la procédure de recrutement et de sélection établie par règlement du gouvernement. Ces personnes doivent être indépendantes et impartiales. Le gouvernement peut confier l'application de cette procédure de recrutement et de sélection à l'organisme municipal habilité.~~

~~Il peut également désigner parmi les personnes chargées d'entendre la contestation un décideur responsable.~~

~~Le règlement du gouvernement peut également prévoir toute mesure en lien avec l'exécution des fonctions des personnes chargées d'entendre la contestation et du décideur responsable. Ce règlement doit notamment prévoir la durée du mandat des personnes. Ces personnes sont nommées pour un mandat renouvelable à durée déterminée et sont chargées d'entendre la contestation, déterminer la rémunération et les autres conditions de travail de ces personnes, prévoir les fonctions incompatibles avec leurs fonctions et les règles déontologiques qui leur sont applicables.~~

Projet de loi n° 40

Loi visant notamment à réformer les cours municipales et à améliorer l'efficacité,
l'accessibilité et la performance du système de justice

AMENDEMENT

Article 52.2 (Art. 50 Loi sur le notariat chapitre N-3)

Insérer après l'article 52 du projet de loi le suivant :

« LOI SUR LE NOTARIAT

52.2. L'article 50 de la Loi sur le notariat (chapitre N-3) est modifié par l'insertion après le 2^e alinéa de l'alinéa suivant :

« Le notaire peut également, si les circonstances s'y prêtent, autoriser un témoin à signer l'acte à distance. L'autorisation de signer à distance peut être révoquée en tout temps. » »

*Correction
Présidence
PB*

*ou une partie
Rejeté
PB*

L'article modifié se lirait ainsi :

50. L'acte notarié est clos par la signature des parties et des témoins requis suivant le cas, en présence du notaire instrumentant et par la signature de ce dernier, qui doit être apposée le même jour et au même lieu où la dernière des parties à signer l'a fait.

La signature de toute partie à un acte notarié peut être donnée en présence d'un autre notaire que le notaire instrumentant pourvu que ce dernier reçoive la dernière signature; la signature peut aussi être reçue par un notaire habilité à exercer dans un État dont l'ordre professionnel est membre de l'Union internationale du notariat latin et qui est désigné par le Conseil d'administration, pourvu que cette signature soit reçue dans les limites territoriales de l'État dans lequel ce notaire exerce ses fonctions. Dans ces cas, après signature de la partie et immédiatement au-dessous, le notaire qui l'a reçue doit inscrire et signer une attestation de la réception de cette signature devant lui et de la date à laquelle elle a été reçue.

Le notaire peut également, si les circonstances s'y prêtent, autoriser un témoin à signer l'acte à distance. L'autorisation de signer à distance peut être révoquée en tout temps.

Idem

Am ____
Article ____

Dans les limites et suivant les conditions prévues par règlement du Conseil d'administration, la signature des parties et des témoins à un acte reçu sur un support autre que le papier, peut être apposée hors la présence du notaire et celui-ci n'est pas alors tenu de signer l'acte au même lieu où la dernière des parties à signer l'a fait.

2 de 2